soulève encore trop d'objections, on se contente pour l'instant de l'observation par satellite, mais les experts estiment que l'inspection sur place est essentielle dans certains cas. Les parties aux négociations doivent déterminer si elles peuvent accepter une preuve moins qu'absolue du respect effectif des obligations, et quels moyens de vérification leur conviennent mutuellement.

Le Canada a apporté une contribution majeure aux travaux du Comité du désarmement en préparant trois documents sur la vérification, qui s'agit d'un répertoire des propositions avancées au cours des années, d'un document de quantification et d'une analyse théorique du problème. Il reste à voir dans quelle mesure ils serviront à jeter les bases de nouvelles méthodes de vérification susceptibles de figurer dans les futurs accords de désarmement et de contrôle des armements.

## LA CONTRIBUTION DU CANADA

Quelle a été la contribution du Canada depuis la première Session extraordinaire sur le désarmement? Il y a d'abord eu la stratégie d'asphyxie proposée par le Premier ministre Pierre Trudeau à cette même session. M. Trudeau avait alors déclaré que ce qui le troublait le plus, c'était "l'effet d'entraînement" que le progrès technique exerçait sur la mise au point des armes stratégiques. "Après tout, disait-il, c'est dans les laboratoires que débute la course aux armes atomiques." Il avait ensuite proposé quatre mesures destinées à couper la course aux armements de "tout ce qui l'alimente":

- 1. "L'interdiction totale des essais afin d'entraver le perfectionnement des armes nucléaires." Comme on l'a vu, des négociations sont en cours depuis plusieurs années, mais il ne semble pas y avoir eu de progrès sensibles depuis la première Session extraordinaire.
- 2. "Un accord sur l'arrêt des vols d'essai de tous les nouveaux vecteurs stratégiques." A part certaines dispositions de l'accord SALT II, aucune proposition officielle n'a encore été faite dans ce sens.
- 3. "Un accord interdisant toute production de matières fissibles à des fins d'armement." Le Canada a d'ailleurs présenté une résolution à ce suiet à chacune des trois dernières années. Cer-